

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone - Orléans la Source
Adresse postale : DREAL Centre - UD 45
5 avenue Buffon - CS 96407
45064 Orléans Cedex 2

Orléans, le 16/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FM France

ZI rue de l'Europe
BP 80236
57370 Phalsbourg

Références : 420/2025 - VAT 20250391
Code AIOT : 0010013005

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/07/2025 dans l'établissement FM France implanté ZAC de Saint Eutrope 45300 Escrennes. L'inspection a été annoncée le 02/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FM France
- ZAC de Saint Eutrope 45300 Escrennes
- Code AIOT : 0010013005
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société FM France exploite une plateforme logistique sur la commune d'Escrennes dans le Loiret. Cet établissement exploite des installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Il relève du statut Seveso Seuil Haut.

Les activités de la société FM France ont été autorisées par l'arrêté préfectoral d'exploiter en date du 25 avril 2017 pour l'exploitation de 11 cellules de stockage pouvant être recoupées. Par arrêté préfectoral complémentaire du 3 août 2020, l'établissement a été autorisé à étendre ses activités (exploitation de 5 cellules de stockage supplémentaires). A ce jour, toutes ces cellules ont été construites et sont en service.

L'arrêté préfectoral du 22 juin 2021 met à jour les conditions d'exploitation de l'établissement existant.

Par arrêté préfectoral complémentaire du 10 juillet 2023, la société FM France a été autorisée à étendre ses activités (exploitation de 9 cellules de stockage supplémentaires). La date de construction de ces 9 cellules de stockage n'est pas encore définie.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités
- Eau de surface
- Équipement sous pression
- Risque incendie
- SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
5	Etat de stocks	Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 11.2.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
6	Autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 4.3.7, 4.3.13 et 7.2.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
7	gestion des dispositifs de traitement des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 4.3.6	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
12	Système de la gestion de la sécurité - Item audits et revue de direction	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Art. 8 et annexe I	/	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Détection automatique d'incendie	Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 11/10/03	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'...	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 22.	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
8	Moyens de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 11.12.3.II	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
9	liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
10	Dossier de porter à connaissance	Code de l'environnement du 17/07/2024, article R. 181-46	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Dossier de porter à connaissance	Code de l'environnement du 17/07/2024, article R. 181-46	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
13	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet
14	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet
15	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet
16	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet
17	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	/	Sans objet
18	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet
19	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	/	Sans objet
20	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	/	Sans objet
21	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		56		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 11/10/03
Thème(s) : Risques accidentels, Entrepôts
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2024
Prescription contrôlée : <p>Conformément aux engagements dans l'étude de dangers, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs [...] avec un report d'alarme au poste de gardiennage et de télésurveillance.</p>
Constats : <p>Écart de la visite précédente : Le report d'alarme au poste de télésurveillance n'a pas été mis en place contrairement aux engagements pris par l'exploitant dans son étude de dangers. L'exploitant doit justifier de l'existence physique d'une télésurveillance ou le cas échéant modifier cet aspect dans son étude de dangers.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 10/12/2024 :</u> <i>Dès l'autostore déployé, le report d'alarme sera mis en place. A date, aucun produit n'est stocké dans l'autostore.</i> <i>Un contrat de télésurveillance est en place avec la société Seris, joint en annexe (1).</i></p> <p>Le document joint est un avenant au contrat cadre de gardiennage et télésurveillance avec la société SERIS SECURITY daté du 28/2/2019 englobant le site d'Escrennes. Il concerne le report d'alarme du système de détection automatique d'incendie de l'établissement vers le poste de garde et la société de télésurveillance.</p>

Cet avenant mentionne qu'il est bien prévu un report de la télésurveillance auprès ce de prestataire.

La cellule 5a ne disposait d'une détection incendie puisqu'elle était vide de tout stockage.

Depuis la dernière visite, un système de stockage dans un Austotore a été mis en place dans cette cellule.

Comme prévu dans son dossier de porter à connaissance, l'exploitant a mis en place une détection incendie avec report d'alarme.

L'exploitant a présenté le rapport d'intervention de mise en service de la société DEF du 20/01/2025 comprenant la mention « ajout d'une détection incendie dans l'Autostore - Détection incendie fonctionnelle ».

L'écart de la visite précédente est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.

Thème(s) : Risques accidentels, Entrepôts

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2024

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site. [...]

Constats :

Ecart de la visite précédente : En cas d'incendie dans les cellules B3B et B9B (présence de liquides inflammables non miscibles à l'eau), l'utilisation des poteaux internes du site et des robinets incendie armés de l'établissement, alimentés uniquement avec de l'eau n'est pas appropriée aux risques, alors que l'alimentation en eau du système de sprinklage, de ces 2 cellules, est additivée avec un émulseur.

Réponse de l'exploitant du 10/12/2024 :

« Les moyens manuels de type extincteur, Réseau Incendie Armé et Poste Incendie Additivé sont

destinés à être utilisés par l'équipe de première intervention du site.

Les services de secours n'étant pas sur place, le système sprinkler se sera vraisemblablement déclenché à leur arrivée sur site.

Pour les extincteurs, l'objectif est de stopper un feu naissant dans les tout premiers instants. Concernant les RIA ou PIA, l'objectif est de minimiser les dégâts en attendant l'arrivée des secours. Lors de la construction, nous travaillons en mode projet avec l'assureur afin de définir les moyens à mettre en oeuvre pour justement limiter les dégâts et neutraliser le départ de feu.

L'assureur FM Global dans sa lettre de projet et le suivi des installations de protection a axé ses demandes et ses vérifications sur le système sprinkler. Il n'a effectivement pas demandé la mise en place de PIA en considérant qu'il ne s'agit pas d'un point majeur en ce qui concerne la limitation des dégâts.

En conséquence nous proposons de conserver les RIA existants, qui ne seront utilisés qu'en jet diffus de manière à assurer le refroidissement sans provoquer d'extension d'une nappe enflammée.

De plus, nous proposons de mettre en place, à côté de chaque RIA présent dans les cellules stockant des liquides inflammables non miscibles à l'eau, des extincteurs adaptés à la lutte des feux de classe B : deux extincteurs à poudre de 9 kg à poudre à côté de chaque RIA et dans un emplacement à définir la dotation complémentaire de

deux extincteurs à poudre de 9 kg et 1 mobile à poudre de 50kg.

Le système sprinkler dopé à la mousse permettra de circonscrire le départ de feu comme l'assureur le prévoit.

Des réserves d'émulseur utilisables par les services de secours sont présentes sur site.

Les services de secours (SDIS 45) nous a confirmé disposer également de leurs propres réserves d'émulseur, mobilisables en cas de nécessité. »

Lors de la visite, l'inspection a interrogé l'exploitant et examiné la mise en oeuvre des mesures compensatoires proposées à savoir la mise en place d'extincteurs à poudre en lieu et place de RIA et PI additivés.

Aussi, l'inspection a constaté la présence, par sondage, d'extincteurs à poudre 9 kg et 50 kg en cellule B3B,

L'inspection a indiqué à l'exploitant que le POI doit mentionner qu'en cas d'incendie de liquides inflammables non miscibles à l'eau, il doit être utilisé exclusivement les extincteurs à poudre.

Le POI doit alerter le SDIS de cette particularité.

Aussi, l'exploitant doit procéder à une mise à jour de son POI.

Compte tenu de ce qui précède notamment du fait de la mise en place effective des mesures compensatoires proposées par l'exploitant, l'écart de la visite précédente est levé.

Néanmoins, l'exploitant doit intégrer ces mesures compensatoires dans son POI.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 22.

Thème(s) : Risques accidentels, Entreprises

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre. L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation. L'exploitant inclut les mesures précisées ci-dessus au plan de défense incendie défini au point 23.

Constats :

Ecart de la visite précédente : L'exploitant ne s'assure pas d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie compte tenu du fait que les 25 procès verbaux (PV) de la société Lucas Sécurité consécutifs à la vérification des 14, 16 et 17 août 2023 des 99 commandes manuelles des exutoires de fumées de l'établissement ne permettent pas de justifier de la vérification et du bon état de l'ensemble des sous-systèmes composant les installations de désenfumage de l'établissement (absence de vérification sur les commandes automatiques, les exutoires, les mécanismes ouverture/fermeture, etc).

Réponse de l'exploitant du 10/12/2024 :

Le cahier des charges mentionne que l'intégralité des points de vérification sont à contrôler. La mention "bon état" signifie qu'ils sont tous en conformité, le cahier des charges est joint en annexe (2).

L'inspection prend note de la prestation de vérification prévue en annexe 3 du cahier des charge du contrat entre FM FRANCE et la société LUCAS SECURITE.

L'exploitant pourrait utilement demandé au prestataire un rapport de vérification plus détaillé et l'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est de sa responsabilité, en toute circonstance, de garantir de la maîtrise des risques de ses installations.

Néanmoins, l'écart de la visite précédente est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.
Thème(s) : Risques accidentels, Entrepôts
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/07/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2024
Prescription contrôlée : <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p>
Constats : <p>Ecart de la visite précédente : Compte tenu du fait que la vérification de la pleine capacité de réserve d'émulseur de la cellule B3B est impossible, l'exploitant ne s'assure pas d'une bonne maintenance du système d'extinction automatique incendie. Par ailleurs, la mise en marche de l'alarme incendie audible dans le bâtiment de la cellule B1 n'est pas asservie au déclenchement du sprinklage, alors que l'étude de dangers de 2022 stipule que le système d'extinction automatique assure la détection incendie.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 10/12/2024 :</u> <i>Une note ayant pour objet d'apporter une correction à l'étude de dangers a été rédigée. Elle est jointe en annexe (3).</i></p> <p>L'inspection prend note du courrier de NG Concept du 05/12/2024. L'inspection prend note que l'EDD sera corrigée lors de sa prochaine révision, qui doit avoir lieu au plus tard en août 2027.</p> <p>Concernant le problème de jauge de la cuve d'émulseur, l'exploitant a indiqué qu'il n'est possible de mettre en place une lecture directe de la quantité d'émulseur dans la cuve. L'exploitant a transmis un courriel mentionnant les éléments suivants : <i>« Les conclusions de l'étude sur l'installation d'un compteur pour justifier du volume de l'AFFF restant ou présent dans la cuve de stockage de l'AFFF sont négatives.</i></p> <p><i>Les contraintes techniques de l'installation ne nous permettent pas d'installer un compteur sur le système d'arrivée d'eau de contre-pression, qui permettrait de lire, à tous instants, et donc également pour tout débit de fuite faible, la quantité d'eau insérée en contre-pression et donc la quantité de l'AFFF utilisé par conséquent.</i></p>

Nous ne pouvons pas techniquement, sans manipulation directe et inhibition du système, permettre la lecture directe du volume restant dans la cuve de stockage de l'AFFF.

Néanmoins, afin de permettre de pouvoir justifier du volume restant dans la cuve de stockage de l'AFFF à la demande, nous proposons de simplifier et faciliter la procédure de mise à l'arrêt du système mousse et de lecture du niveau de cuve, permettant la corrélation au volume.

Pour cela, des modifications et/ou adaptations techniques pourront être réalisées sur le système, assurant la réalisation aisée de cette prise de mesure. »

En effet, lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il devait manœuvrer des jeux de vannes afin de réduire la pression dans le circuit émulseur/sprinklage. De plus, les vannes sont situées au dessus la cuve nécessitant l'accès par une échelle.

A noter que le manomètre de la cuve était HS du fait qu'une mauvaise manipulation (absence de manœuvre des vannes) avait dépassé sa gamme de lecture.

Aussi, l'écart de la visite précédente est maintenu et reformulé comme suit :

Ecart : Compte tenu du fait que la vérification de la pleine capacité de réserve d'émulseur de la cellule B3B est impossible, l'exploitant ne s'assure pas d'une bonne maintenance du système d'extinction automatique incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°4.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Etat de stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 11.2.2

Thème(s) : Situation administrative, Etat de stocks

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le Code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Il contrôle et enregistre dans l'état des stocks le caractère miscible dans l'eau pour les liquides inflammables et solides liquéfiables combustibles.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. |

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne et dans le plan de défense incendie du site.

Constats :

Ecart de la visite précédente : L'état des stocks présenté le 17/07/2024 mentionne des stockages non autorisés en simultanée de liquides inflammables avec des aérosols en cellules B3B et B11B, des stockages non autorisés de liquides inflammables en cellules B1, B2 et B10, un dépassement de la quantité autorisée de liquides inflammables en cellule B4A.

Réponse de l'exploitant du 10/12/2024 :

Le paramétrage EDAGO a été modifié avec les seuils par cellule. Une extraction est jointe en annexe (4).

Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis un état des stocks extrait le 15/07/2025.

L'exploitant est en mesure d'éditer un état des stocks au global par rubrique ICPE pour l'ensemble du site et un état des stocks par rubrique ICPE et par cellule. L'état des stocks contient à la fois les rubriques ICPE et les informations vulgarisées.

L'inspection n'a pas de remarque sur les quantités maximales autorisées pour l'entrepôt.

Concernant les quantités présentes dans les cellules, l'inspection a constaté des anomalies.

Les typologies d'anomalies relevées dans l'état des stocks du 15/07/2025 sont identiques à celles relevées lors de la visite précédente à savoir :

- stockage de liquides inflammables non autorisé en cellule B1,
- stockage de liquides inflammables non autorisé en cellule B2 et stockage d'aérosol et de liquides inflammables en quantité > 2 m³ non autorisé,
- stockage de liquides inflammables et produits dangereux pour l'environnement non autorisé en cellule B3,
- stockage d'aérosol en simultanée avec des liquides inflammables non autorisé en cellule B3B,
- stockage de liquides inflammables non autorisé en cellule B10 et stockage d'aérosol et de liquides inflammables en quantité > 2 m³ non autorisé,
- stockage d'aérosol en simultanée avec des liquides inflammables non autorisé en cellule B13B,
- stockage d'aérosol en simultanée avec des liquides inflammables non autorisé en cellule B14.

Pour le stockage de liquides inflammables en cellules B1, B2, B3 et B10, l'exploitant a indiqué que les liquides inflammables sont une fraction de la masse du colis (carton, plastiques, matières combustibles et liquides inflammables). Néanmoins, le logiciel de suivi de l'état des stocks ne permet pas de distinguer les combustibles et les produits dangereux dans un même colis. Aussi, l'exploitant retient la masse de la totalité du colis appliquée à la rubrique ICPE la plus contraignante (liquides inflammables par exemple). La quantité de liquides inflammables est donc majorée.

L'exploitant doit donc justifier que la quantité de liquides inflammables contenue dans ces colis est inférieure aux 2 m³ autorisés dans ces cellules.

L'exploitant développe également un module pour permettre ce sous-détail de produits dans un colis mais ne dispose pas de date de déploiement au jour de l'inspection.

Pour le stockage simultané d'aérosols et de liquides inflammables dans certaines cellules, l'exploitant indique toujours que ces produits sont sur des palettes en préexpédition dont le temps de séjour est supérieur à 48h et qu'il lui est impossible de remettre en cellule dédiée.

Ces typologies d'anomalies sont toujours présentes dans l'état des stocks du 23/07/2025 à savoir :

- stockage de liquides inflammables non autorisé en cellule B1 et stockage d'aérosol et de liquides inflammables en quantité > 2 m³ non autorisé,,
- stockage de liquides inflammables non autorisé en cellule B2 et stockage d'aérosol et de liquides inflammables en quantité > 2 m³ non autorisé,
- stockage d'aérosol en simultané avec des liquides inflammables non autorisé en cellule B3B,
- stockage de liquides inflammables non autorisé en cellule B10 et stockage d'aérosol et de liquides inflammables en quantité > 2 m³ non autorisé,
- stockage d'aérosols en simultané avec des liquides inflammables non autorisé en cellule B11A,
- stockage d'aérosols en simultané avec des liquides inflammables non autorisé en cellule B13B,
- stockage d'aérosols en simultané avec des liquides inflammables non autorisé en cellule B14.

L'inspection a constaté que l'exploitant a fixé dans son état des stocks certaines quantités maximales par rubrique ICPE et par cellule notamment pour les liquides inflammables. (Il était indiqué auparavant la quantité maximale autorisée pour l'entrepôt). **L'exploitant pourrait utilement le faire pour d'autres produits tels que les aérosols ou les produits dangereux pour l'environnement.**

Nota : Les cellules 13 et 14 contiennent des produits pharmaceutiques. L'exploitant a confirmé avoir pris en compte les mentions de dangers des substances actives pour le classement de ces produits.

Aussi l'écart de la visite précédente est maintenu et reformulé comme suit :

Ecart : L'état des stocks du 23/07/2025 mentionne des stockages non autorisés en simultané de liquides inflammables avec des aérosols en cellules B1, B2, B3B, B10, B11A, B13B et B14, ainsi que des stockages non autorisés de liquides inflammables en cellules B1, B2 et B10.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°5.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Autosurveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 4.3.7, 4.3.13 et 7.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2024

Prescription contrôlée :

Art. 4.3.7

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui sont localisés sur le plan des réseaux tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Les points de rejet présentent les caractéristiques suivantes :
cf annexe prescriptions PdC

Art. 4.3.13

Outre les valeurs prévues à l'article 4.3.7 ci-dessus, l'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Référence points de rejet interne codifiés : N° 6 à 10

- MEST < 35 mg/l
- DBO5 < 30 mg/l
- DCO < 125 mg/l
- Hydrocarbures totaux < 5 mg/l

Référence points de rejet externe codifiés : N°11 et 12

- MEST < 35 mg/l
- DBO5 < 30 mg/l
- DCO < 125 mg/l
- Hydrocarbures totaux < 5 mg/l
- Azote global < 10 mg/l
- Phosphore total < 1 mg/l
- Zinc et ses composés (en Zn) < 250 µg/l si flux > 20 g/jour
- Benzène < 50 g/l si flux > 1 g/jour
- Toluène < 74 g/l si flux > 2 g/jour
- Xylènes (Somme o,m,p) < 50 g/l si flux > 2 g/jour

Art. 7.2.3

L'exploitant réalise l'autosurveillance de ses rejets d'eaux résiduares, selon la fréquence définie ci-dessous :

- aux points référencés rejet n°1 à 5 (dès mise en service du Système d'Assainissement Non Collectif) :

cf annexe prescriptions PdC

- aux points référencés rejet n°6 à 10 :

<p>cf annexe prescriptions PdC</p> <p>- aux points référencés rejet n°11 et 12 :</p> <p>cf annexe prescriptions PdC</p>
<p>Constats :</p> <p>Ecart de la visite précédente : Le prélèvement du 04/03/2024 des rejets aqueux au point de rejet n°1 (ANC1) présente un pH inférieur à la VLE.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 10/12/2024 :</u> Une deuxième analyse a été réalisée par Bureau Véritas. Cependant, les résultats sont identiques. Une expertise par la société Aquatiris a été demandée, les actions correctives seront mises en place à la suite de celle-ci.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport d'analyse des rejets aqueux du 13/03/2025 par la société BUREAU VERITAS. Les résultats indiquent que le pH est toujours non conforme au point EU1 (pH de 4,8). De plus, le pH est non conforme au point B (point de rejet 11 sortie bassin) (pH de 9).</p> <p>L'exploitant est toujours en attente d'une solution du prestataire AQUATIRIS.</p> <p>De plus, l'exploitant a demandé à la société de nettoyage de tester les eaux de lavage avant rejet depuis le 06/05/2025. Si le pH est < 7, les effluents sont déversés dans une cuve spéciale.</p> <p>Aussi, compte tenu de ce qui précède, l'écart de la visite précédente est maintenu et reformulé comme suit : Ecart : Le prélèvement du 13/03/2025 des rejets aqueux au point de rejet n°1 (ANC1) présente un pH inférieur à la VLE et celui au point de rejet n°11 présente un pH supérieur à la VLE.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°6. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>
<p>N° 7 : gestion des dispositifs de traitement des eaux pluviales</p>
<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 4.3.6</p>

Thème(s) : Risques chroniques, gestion des séparateurs hydrocarbures
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2024
Prescription contrôlée : [...] Les séparateurs d'hydrocarbures sont équipés d'un obturateur automatique et d'un dispositif d'alarme en cas de trop plein, avec report au poste de gardiennage et télésurveillance. Ils sont régulièrement contrôlés, y compris le dispositif d'obturation et d'alarme et font l'objet d'une vidange à une fréquence régulière (au moins annuelle).
Constats : Demande de justificatif de la visite précédente : L'exploitant doit transmettre le rapport d'intervention de la société SOA mentionnant le test d'alarme de trop plein des séparateurs hydrocarbures. <u>Réponse de l'exploitant du 10/12/2024 :</u> La mention sera intégrée dans le prochain rapport. L'exploitant a indiqué qu'au final le test n'a pas été réalisé lors de la dernière vidange des séparateurs. L'exploitant a indiqué que ce test sera réalisé lors du projet contrôle/vidange des séparateurs prévu en novembre/décembre 2025. Ecart : L'exploitant ne réalise pas de test de vérification de l'alarme de trop plein des séparateurs hydrocarbures.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°7. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 8 : Moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 11.12.3.II

Thème(s) : Risques accidentels, Justificatif des besoins en eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2024

Prescription contrôlée :

Les moyens matériels sont composés des équipements fixes suivants :

- 13 poteaux incendie normalisé, porté à 21 poteaux incendie dans le cadre de la création de l'extension. Ces poteaux incendie sont surpressés. Chaque poteau incendie présente un diamètre nominal de 150 millimètres et dispose de deux raccords de 100 mm et d'un raccord de 65 mm, permettant de délivrer un débit minimum unitaire de 120 m³/h, pendant 2 heures, sous une pression dynamique comprise entre 1 bar et 6,5 bar. Au delà de 6,5 bar, les poteaux incendie doivent être de couleur jaune et l'exploitant doit tenir à la disposition des sapeurs-pompiers 4 réducteurs de pression.

[...]

- Le réseau de poteau incendie est alimenté à partir d'une réserve d'eau de 960 m³ portée à 1 140 m³, dans le cadre de la création des cellules 15 à 23 inclus. Cette réserve est propre au site, accessible en permanence aux services publics d'incendie et de secours et distinctes de la réserve d'eau nécessaire au fonctionnement des systèmes d'extinction automatiques d'incendie. L'aménagement de la réserve d'eau est complété par 3 aires de mise en aspiration, portées à 5 dans le cadre de l'extension, de 4 mètres par 8 mètres chacune. Ces aires sont dotées chacune d'un groupe de 2 lignes d'aspiration fixes,[...].

- Le surpresseur associé à la réserve d'eau est dimensionné pour délivrer un débit de 480 m³/h, porté à 570 m³/h dans le cadre de l'extension. Il est secouru par un second groupe moto-pompe. La réserve de combustible de chaque motopompe est suffisante pour leur assurer un fonctionnement de plusieurs heures.

[...]

L'exploitant tient à la disposition des installations classée la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation. A cet égard, l'exploitant justifie de la maintenance du surpresseur et de la réserve d'eau associée alimentant le réseau surpressé (maintenance semestrielle du surpresseur, entretien annuel du moteur). Le cas échéant, il justifie de la levée des écarts relevés.

Point 13 annexe II AM 11/04/2017

[...]

Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.

[...]

Constats :

Ecart de la visite précédente : L'exploitant n'a pas vérifié en 2023 le débit unitaire du poteau incendie n°50 et ne réalise pas d'essai de débit en simultané des poteaux incendie.

Réponse de l'exploitant du 10/12/2024 :

Le contrôle de débit des quatre poteaux incendie en simultané a été réalisé et celui-ci est conforme aux exigences de l'arrêté préfectoral le 19 novembre 2024. Le rapport est disponible en annexe (5).

L'essai de débit en simultané réalisé par la société SDER indique que les PI n°51, 52, 70 et 71 délivrent 120 m³/h soit un volume de 480 m³/h.

L'inspection a interrogé l'exploitant sur le fait que les tests concluent que chaque poteau délivre exactement 120 m³/h en simultané. L'exploitant a indiqué qu'il s'agit de la méthode de test qui plafonne les mesures à 120 m³/h.

L'exploitant a également présenté le test de débit en unitaire du poteau n°50. Ce poteau débite 300 m³/h à 1 bar.

Compte tenu de ce qui précède, l'écart de la visite précédente est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : liste des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III

Thème(s) : Risques accidentels, Liste ESP

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

Constats :

Ecart de la visite précédente : La liste des équipements sous pression mentionne 6 équipements en retard d'inspection périodique, et l'exploitant ne justifie pas d'un plan d'inspection, tel que mentionné dans la liste ESP, pour les récipients d'air comprimé.

Réponse de l'exploitant du 10/12/2024 :

La liste des équipements sous pression est disponible en annexe (6).

Cette liste transmise n'était pas à jour et mentionnait toujours des équipements en retard d'inspection périodique.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté la liste des ESP.

La liste est désormais à jour et ne mentionne plus d'équipement retard de contrôle périodique.

L'écart de la visite précédente est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Dossier de porter à connaissance

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/07/2024, article R. 181-46

Thème(s) : Situation administrative, Dossier de porter à connaissance -Autostore

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2024

Prescription contrôlée :

I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

[...]

Constats :

Demande de la visite précédente : L'exploitant doit préciser la demande relative au dossier de porter à connaissance concernant l'Autostore :

- La charge des robots est elle asservie à la détection incendie ?

Réponse de l'exploitant du 10/12/2024 :

La charge des robots n'est pas asservie à la détection incendie.

Cependant, en cas d'alerte incendie, les robots sont paramétrés pour aller sur une position spécifique, qui n'est pas une position de charge. Il s'agit d'une position sur la grille en dessous de laquelle il n'y a pas de stock (certaines positions de la grille n'auront jamais de stock en dessous).

Lors de la visite, l'Autostore était en service.

L'inspection a donc examiné le respect des engagements de l'exploitant mentionnés dans son dossier de porter à connaissance de cette modification qui a fait l'objet d'un courrier de donner acte de la modification du 22/10/2024.

Qu'en est il des robots en charge en cas d'incendie ?

Le PAC mentionne : « La charge se coupe automatiquement en cas d'activation de l'arrêt d'urgence. »

L'exploitant a indiqué que les robots en charge vont des zones pré-identifiées.
Ces zones ont été visuellement constatées par l'inspection de la visite terrain.

Le PAC mentionne que :

« *produits combustibles : bacs plastiques*

Liquides inflammables : bacs métalliques dans bacs plastiques »

Dans l'outil de gestion de l'autostore, chaque référence article indique s'il doit être stocké en bac plastique ou bac métallique. Une supervision permet de vérifier quel bac a été utilisé pour l'article.

Un opérateur peut déposer un article en bac métallique même s'il peut être stocké en bac plastique.

La supervision permet de vérifier le taux d'occupation dans les bacs pour connaître s'il y a un risque d'indisponibilité de bac.

Lors de la visite, l'inspection a assisté à la mise en place d'articles dans les bacs avant stockage dans l'autostore. Pas de remarque.

Le PAC mentionne que : « Ne seront pas présents dans l'autostore :

- les liquides inflammables non miscibles à l'eau
- les aérosols »

L'état des stocks présenté ne mentionne pas d'aérosols dans la cellule 5a.

L'exploitant a indiqué que pour la non miscibilité à l'eau, les informations proviennent des fiches techniques produits sont reportées dans l'outil REFLEX qui indique que le produit est non miscible à l'eau et donc qu'il ne sera pas possible informatiquement de le stocker dans cette cellule. Il en est de même pour les aérosols qui sont impossibles informatiquement à stocker en cellule 5a.

Trappe coupe-feu :

Le dossier mentionne qu'un espacement sera présent sur le convoyeur au niveau de la fermeture de la porte coupe-feu au niveau du convoyeur

Une temporisation est prévue pour laisser passer les bacs sur le convoyeur pour éviter tout blocage de la porte en cas d'incendie.

Lors de la visite, l'inspection a constaté que la présence de la trappe coupe-feu traversant le mur séparatif entre les cellules. De plus, il a confirmé qu'un détecteur permet de vérifier la présence d'un carton en transit sur le convoyeur au niveau du passage du mur en cas de déclenchement incendie et permettre son passage avant fermeture de la trappe coupe-feu

L'inspection a constaté la présence de la détection incendie dans la cellule 5a.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Dossier de porter à connaissance

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/07/2024, article R. 181-46

Thème(s) : Situation administrative, Modification cellules 13 et 14 (mise en place d'un stockage à T°C dirigée)

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2024

Prescription contrôlée :

I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

[...]

Constats :

Demande de la visite précédente : L'exploitant doit préciser la gestion des fumées d'incendie dans le tunnel froid en l'absence de désenfumage.

Réponse de l'exploitant du 10/12/2024 :

La température de la chambre froide de la cellule 14 est comprise entre 2° et 8°C, donc inférieure à 10°C.

D'après l'article 27.2 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, et par dérogation aux dispositions fixées au point 5 de l'annexe II, les cellules et chambres frigorifiques ayant des températures de stockage de produits inférieures ou égales à

10 °C sont :

- soit équipées d'installations de désenfumage adaptées. Si elles sont différentes de celles prévues aux points 5 de l'annexe II, leur efficacité est justifiée par un organisme compétent en matière de désenfumage et l'exploitant intègre la procédure opérationnelle d'utilisation au niveau des consignes à mettre en œuvre en cas d'incendie ;

- soit non désenfumées. L'exploitant précise clairement au niveau des cellules et chambres concernées qu'elles ne sont pas désenfumées et intègre les dispositions adaptées au niveau des consignes à mettre en œuvre en cas d'incendie.

Ainsi, la chambre froide de la cellule 14 n'est pas désenfumée.

Un affichage indiquant que la chambre froide n'est pas désenfumée sera apposé au niveau de la chambre. Cette information figurera également dans le Plan d'Opération du site.

Précisons de plus que la paroi séparant la chambre froide du reste de la cellule a une résistance au feu de 15 minutes. En cas d'une durée de feu supérieure à 15 minutes, la paroi tombe et la cellule comporte un désenfumage répondant à l'article 5 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017.

Lors de la visite, les cellules 13 et 14 étaient en exploitation. Pour rappel, le dossier de porter à connaissance de cette modification a fait l'objet d'un courrier de donner acte de la modification le 22/10/2024.

L'exploitant a présenté un reporting de température de la chambre froide. La température oscille entre 4,4 et 6°C.

L'inspection a constaté la mention de non désenfumage au droit de la chambre froide dans le POI version du 24/03/2025.

L'inspection a constaté in situ la présence de lanterneau de désenfumage au droit des cantons en dehors de la chambre froide. En cas d'incendie, les fumées qui proviendrait de la chambre froide pourraient atteindre ces exécutoires pour chaque canton.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Système de la gestion de la sécurité - Item audits et revue de direction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Art. 8 et annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, SGS - Item audits et revue de direction

Prescription contrôlée :

Art. 8

L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.

Annexe I

[...]

7. Audits et revues de direction

Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité. L'analyse documentée est menée par la direction : résultats de la politique mise en place, système de gestion de la sécurité et mise à jour, y compris prise en considération et intégration des modifications nécessaires mentionnées par l'audit.

Constats :

Lors de la présente visite, l'inspection a examiné l'item audits et revue de direction du SGS.

Audits :

Un programme d'audits annuel ou pluriannuel est-il élaboré par l'exploitant ? Si oui, comment et par qui ?

Les audits et leurs fréquences sont définis dans le SGS au chapitre « Audits et revue de direction ».

Les audits prévus sont :

- audit système
- audit processus
- Audit SGS/TMS
- autoévaluation du système de management intégré (RACI)
- revue de performance
- audit property

Les audits sont-ils réalisés : en interne (par des personnels du site) ? en externe ? (par des personnes du groupe si le site appartient à un groupe ou par des consultants)

Les audits sont réalisés en interne. Les services auditeurs sont identifiés dans le SGS.

Des audits externes sont réalisés lors d'audit client, assureur et qualité.

En cas de programme pluriannuel, à quelle fréquence chaque item est-il audité ? Un nombre minimal de thèmes du SGS à auditer est-il défini ?

L'exploitant a présenté le dernier compte-rendu d'audit SGS du 01 et 02/12/2022.

Le SGS mentionne une fréquence de l'audit SGS tous les 2 ans. L'exploitant est donc en retard de son audit SGS.

Lors du dernier audit, l'ensemble des thèmes ont été examinés.

L'exploitant a indiqué que l'audit SGS est prévu en février 2026. Tous les thèmes seront abordés.

Ecart : L'exploitant est en retard de l'audit SGS depuis le 02/12/2024.
autres détails en annexe

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°12.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 13 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]
Constats : Les énergies du site d'Escrennes sont l'électricité, le gaz pour la chaufferie et le fuel pour les motopompes. L'exploitant a indiqué que la sirène PPI est sur batterie avec une autonomie de 48h. La détection incendie dispose de batterie d'une autonomie de 12h. Les groupes motopompes nécessitent de l'électricité pour démarrer. Des batteries sont présentes. Chaque TGBT peut être relié à un groupe électrogène. Compte tenu des batteries, la défaillance électrique sera observée mais compensée par les batteries. Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

<p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de plans de continuité d'activité avec chacun des clients. L'inspection a examiné par sondage un plan de continuité d'activité. Le plan traite notamment d'une panne de courant interne au site FM ou externe au site. Le plan indique que l'exploitant doit : « - Déterminer l'origine de la coupure - Informer le gestionnaire afin qu'il fasse intervenir ses prestataires. - S'informer auprès du gestionnaire sur le délai d'arrêt de l'alimentation électrique (voir la possibilité de livraison de groupe électrogène). - Faire un 1er bilan de l'activité - Informer le client sur l'arrêt de la production et ses conséquences - Gérer l'activité (bilan d'avancement, gestion des priorités...) ».</p> <p>En cas de besoin et selon la perte d'électricité identifié un arrêt total ou partiel des installations peut être mis en œuvre. Les équipements de sécurité dispensent de batteries comme vu au PDC n°13. Les salariés disposent de talkie-walkie et de téléphone portable en cas de panne téléphonique. L'exploitant dispose d'un prestataire identifié pouvant livrer des groupes électrogènes. L'exploitant ne dispose pas de point d'entrée préférentiel chez le fournisseur d'électricité.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 [...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des équipements électriques (MMR, équipement de réfrigération, sprinkler, protection</p>

incendie, détection, salle Pcex du POI...) doivent être secourus par un groupe électrogène au-delà de l'autonomie des batteries.

La mise en place des plans de continuité d'activité permet la gestion de l'arrêt des activités au-delà de la durée d'autonomie des batteries et en l'absence d'un raccordement à un groupe électrogène.

Le site dispose de 2 TGBT dont le plus essentiel es celui à côté des parkings VL.

Le responsable maintenance a indiqué disposé d'un retour d'expérience à la suite des inondations de 2016 sur le site FM de Neuville aux Bois. Le délai entre la demande des groupes électrogènes et leur arrivée sur site, il s'était écoulé 14h.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;

-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

-l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;

-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;

-les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;

-les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;

-les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;

-la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;

-l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;

-l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »

Constats :

L'exploitant a indiqué qu les plans de continuité d'activité (PCA) sont mis en oeuvre par les clients plutôt que par FM.

L'exploitant a indiqué qu'il n'a pas réaliser d'exercice incluant la mise en œuvre d'un PCA.

L'exploitant a indiqué que les éléments des PCA ne sont pas intégrés au POI puisqu'ils ne découlent pas de l'étude de dangers.

L'exploitant a indiqué qu'en cas de perte d'électricité le comité de direction alerte l'astreinte et procède à la mise en place d'une cellule de crise comprenant un technicien maintenance et un cadre d'astreinte.

Néanmoins, le scénario d'une perte d'électricité n'a pas été mis en exercice.

L'exploitant pourrait utilement intégrer le scénario d'une perte d'électricité lors d'un prochaine exercice POI avec la mise en œuvre d'un plan de continuité d'activité d'un client.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 64 « Equipements à l'arrêt.</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme précisé au PdC n°13, l'exploitant a indiqué que la sirène PPI est sur batterie avec une autonomie de 48h.</p> <p>La détection incendie dispose de batteries d'une autonomie de 12h.</p> <p>Les groupes motopompes nécessitent de l'électricité pour démarrer. Des batteries sont présentes.</p> <p>Chaque TGBT peut être relié à un groupe électrogène.</p> <p>Les batteries des portes coupe-feu ont une autonomie de 4h.</p> <p>Concernant les outils informatiques, ces derniers sont stockés sur des serveurs en distanciel du site d'Escrennes. Aussi, en cas de perte d'électricité, ces derniers sont toujours disponibles et ceci dans les mêmes conditions qu'en cas d'incendie et de coupure des utilités.</p> <p>En cas de perte d'électricité, des groupes électrogènes sont nécessaires. Il n'y a pas de groupes à demeure. Ces derniers doivent donc être loués à un prestataire.</p> <p>Lorsque les groupes électrogènes sont connectés au réseau du site après leur livraison, l'exploitant indique que des rondes sont effectuées pour vérifier le niveau de fuel.</p> <p>Il doit ensuite prévoir des livraisons de fuel pour les groupes.</p> <p>Il est nécessaire de disposer de 2 groupes électrogènes pour rétablir l'électricité sur le site.</p> <p>En cas d'une rupture de livraison de fuel, une surveillance humaine des installations sera mise en place si les clients n'ont pas rapatrié les produits stockés notamment les plus sensibles.</p> <p>L'exploitant pourrait utilement fiabiliser un ou plusieurs contacts pour disposer de groupes</p>

électrogènes en cas de besoin et disposer d'un point d'entrée chez son fournisseur d'énergie afin de connaître la durée prévisionnelle d'indisponibilité..
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 « Utilités.</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme examiné dans les points de contrôle précédents, en cas de perte d'électricité, le site nécessite la mise en œuvre de groupe électrogène.</p> <p>L'exploitant a la connaissance des différentes installations associées à chaque TGBT du site.</p> <p>L'exploitant a la connaissance de l'autonomie de la plupart des batteries notamment celles associées aux barrières de sécurité.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 26/05/2014 Art. 7 « Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou</p>

indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. »

Constats :

L'exploitant a indiqué qu'à partir de la puissance électrique des TGBT, il connaît la puissance des groupes électrogène nécessaires.

Il procédera à la réalimentation de tout le bâtiment avec en priorité les dispositifs de sécurité (MMR/barrières de sécurité).

En se basant sur le retour d'expérience du site de Neuville aux Bois en 2016, les groupes nécessitaient un plein tous les 2 jours. Il devra également anticiper les approvisionnements avant les week-ends.

Sur le site de Neuville, il avait loué 2 groupes de 400 kVA chacun. Le site d'Escrennes est moins énergivore que Neuville.

L'inspection n'a pas examiné la puissance des TGBT lors de la visite.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52

Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 52 « Maîtrise des procédés.

Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »

Constats :

L'exploitant a indiqué qu'un plan de renouvellement des onduleurs est prévue tous les 4/5 ans. Le

prochain est prévu en 2026 sur le site d'Escrennes.

L'exploitant connaît la durée d'autonomie des batteries des barrières de sécurité.

L'autonomie des batteries est vérifiée par les prestataires lors des contrôles périodiques.

Il a été pris comme exemple les batteries de la détection incendie par aspiration.

La société DEF en charge de la vérification de la détection incendie par aspiration prévoit un remplacement des batteries tous les 4 ans. Le dernier remplacement a eu lieu en 2023.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Plan d'action (6)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en conformité

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art 56 « Utilités.

[...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026 »

Constats :

L'exploitant a indiqué ne pas avoir identifié de travaux à mettre en œuvre.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite